

Analyse

La tuberculose revient hanter le Nunavik



Le taux de tuberculose chez les Inuits du Nord québécois avoisine maintenant celui des pays en voie de développement, nous rappelle les auteurs.

PHOTO : AGNÈS GRUDA, LA PRESSE

Le Soleil

Kangiqualujuaq, petite communauté du Nord du Québec dans la baie d'Ungava. On y compte 874 habitants dont 46 souffrent de tuberculose. Cela représente 5% de la population. Reporté sur une ville comme Québec, ce taux voudrait dire 25000 personnes, ou 94000 personnes atteintes de tuberculose dans l'agglomération de Montréal. On n'ose même pas y penser.

Le taux de tuberculose chez les Inuits du nord québécois avoisine maintenant celui des pays en voie de développement. Cette maladie épidémique a littéralement décimé la population au milieu du siècle dernier, et a conduit, entre autres facteurs, à la construction des villages égrenés aujourd'hui sur le pourtour maritime du Québec nordique. Elle était pratiquement

disparue depuis quelque dix ans. Mais la détérioration des conditions de vie dans le territoire du Plan Nord la fait réapparaître.

Les intervenants de la santé publique se battent contre des éléments qui dans l'environnement des familles inuit représentent une menace de propagation du bacille, principalement le surpeuplement notoire des logements. Et ce n'est pas l'unique facteur en cause. L'insécurité alimentaire est, dans le Nord, beaucoup plus fréquente qu'ailleurs. Elle est reliée à des revenus insuffisants. Mais elle est également reliée à des prix à la consommation beaucoup plus élevés que dans les régions métropolitaines. Tandis que les autorités régionales, appuyées par Québec, tentent de limiter un tant soit peu ces prix, le gouvernement fédéral a imposé une révision de sa politique de subvention au transport des biens de consommation : il sélectionne maintenant les produits dignes d'être consommés par les Inuit et plafonne arbitrairement les sommes consacrées à ces fins. Le budget dévolu au jubilé d'Elizabeth II dépasse celui du programme annuel de subvention au transport des aliments pour tout le Nord du Canada, priorités royales obligent.

La question du manque de logements dans les communautés nordiques revient constamment sur le tapis. Bien que ce programme soit garanti par traité, la Commission des droits de la personne et de la jeunesse du Québec concluait son enquête de 2007 en affirmant que l'entassement des familles dans des logements trop rares représentait un risque majeur pour la sécurité et le développement des enfants. En fait, le manque de logements dans le Nord faisait déjà la une du journal régional en 1980. Le problème demeure entier encore aujourd'hui, et menace toujours la santé des membres de la communauté. Faut-il rappeler que l'espérance de vie y est inférieure de 17 ans à celle des habitants du Sud.

Le 2 mars dernier, le gouvernement du Québec annonçait la construction de 500 logements. S'ils sont effectivement livrés, ces logements ne viendraient cependant combler que 50% des besoins : il en faudrait près d'un millier pour loger adéquatement la population. L'autre moitié aurait dû être assurée par le gouvernement fédéral, mais celui-ci ignore la question. Le Québec, las d'attendre une décision du fédéral dans ce dossier, a décidé d'agir seul.

En 2010, l'Administration régionale Kativik et la Société Makivik publiaient le Plan Nunavik, en réponse au Plan Nord du gouvernement québécois. Ce plan présente une vision très claire pour l'avenir de la région; il identifie les sept besoins prioritaires qui, selon les Inuits, devraient être d'abord rencontrés pour obtenir leur adhésion au Plan Nord. Parmi ces besoins prioritaires, le logement et la vie chère arrivent en tête de lice. Dans le premier cas, les Inuits demandent que le Québec comble l'entièreté des 1000 logements manquant dans l'inventaire. Dans le second cas, ils s'attendent à ce que le gouvernement du Québec s'attaque de toute urgence à ce problème du coût prohibitif de la vie dans le Nord.

Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, Québec se retrouve coincé entre les besoins pressants de la population, les priorités d'Ottawa, plus enclins à réhabiliter la monarchie et à construire des prisons, et ses propres choix, comme les investissements massifs qu'il s'appête à consentir pour faciliter la vie aux sociétés minières. Il est compréhensible que les responsables inuits, dans le contexte où Québec recherche leur adhésion au Plan Nord, saisissent l'occasion pour tenter régler des questions vitales pour leur peuple. Cela prend un caractère d'autant plus urgent lorsque la tuberculose revient hanter les villages et la mémoire des familles. Cependant, la responsabilité légale (Convention de la Baie-James et du Nord Québécois qui lie le fédéral) et morale du gouvernement fédéral est grande dans ce dossier. Son refus obstiné d'agir est carrément immoral. Vivement les casseroles devant le 24 Sussex !

Camil Bouchard, professeur associé, UQAM au nom de

Dominique Arama, Isabelle Boisvert, Jacinthe Dion, Gérard Duhaime, Marie-Claude Larrivée, Francine Lavoie, Nathalie Morin, Émilie Ruffin, Michel Tousignant, membres du Collectif de chercheurs et d'intervenants pour les enfants autochtones